




VIOLENCE PERPÉTRÉE PAR DES ACTEURS ÉTATIQUES

16 DAYS OF ACTIVISM AGAINST GENDER-BASED VIOLENCE
16 DÍAS DE ACTIVISMO CONTRA LA VIOLENCIA DE GÉNERO
16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE DE GENRE
25 NOV - 10 DEC <http://16dayscwgl.rutgers.edu>



Le militarisme de l'État (voir la Fiche « Qu'est-ce que le militarisme ? ») prospère en partie parce que nos cultures privilégient des formes de masculinité violentes, et encouragent les comportements stéréotypés--agressifs et machos pour les hommes, et dociles et soumis pour les femmes. La société étant ainsi divisée de façon binaire, toute personne qui ose aller au-delà des normes établies et contester l'utilisation de la violence se met elle-même en danger. Cela a des conséquences négatives sur la sûreté et la sécurité des femmes, des hommes et des enfants, et permet nombres de violations des droits humains telles que le mariage forcé, le mariage d'enfant, le manque d'indépendance économique et le manque d'éducation pour les femmes.

 **La violence exercée par des acteurs étatiques contre les civils se produit lors de conflits violents mais aussi en « temps de paix », et les États justifient différemment la militarisation croissante de la société et des programmes politiques, mais les résultats sont similaires.**

Les États utilisent une terminologie de genre et revendique la « protection de la patrie », pour soutenir et justifier leurs achats d'armes et le financement de leurs bases militaires, leurs dédain des libertés civiles, et la non-transparence des organismes gouvernementaux. La violence exercée par l'État ainsi que par certains acteurs non-étatiques, y compris les forces armées nationales, les casques bleus de l'ONU, les paramilitaires, les milices et les sociétés militaires privées, se produit dans les espaces publics et privés, en ligne et hors ligne, dans les camps de réfugiés, dans les commissariats de police et en garde à vue, dans les prisons, et dans l'armée.

Plaider pour une fin à l'impunité

Dialoguez avec des décideurs prêts à écouter et qui travaillent au niveau local ou national, aux Nations Unies et dans d'autres sphères d'influence pour faire de la fin de la violence de genre une priorité et un indicateur de succès dans le développement national.


Documentez et faites connaître les cas de violations contre des défenseurs des droits de la personne, des journalistes, des autochtones et des groupes marginalisés. Communiquez les informations sur la violation des droits de la personne de groupes ciblés à l'échelle locale et internationale et demandez justice auprès de gouvernements influents et de mécanismes administratifs et de justice régionaux et internationaux.

Sensibiliser

Écrivez sur la prévalence de la violence sexuelle et de genre et sur la façon dont les survivants, les communautés et les acteurs étatiques s'attaquent ou pas aux problèmes. Écrivez pour sensibiliser à l'échelle locale et internationale et pour qu'il n'y ait plus de honte à parler de violence sexuelle et de genre. Parlez aux médias traditionnels (journaux, radio et télévision) et utilisez les médias sociaux (Facebook et Twitter) pour informer tout le monde au niveau local et international des réalités auxquelles sont confrontés les FDDH et autres militants des droits de la personne.

L'inégalité créée par les hiérarchies politiques et économiques au pouvoir est souvent protégée par l'État. Ces hiérarchies des pouvoirs sont un élément clé de « violence structurelle » et sont soutenues par l'inégalité et la discrimination fondée sur l'âge, la classe / caste, le sexe, la race / l'origine ethnique et l'orientation sexuelle. Le militarisme, dans la pratique, utilise la violence pour régler des différends et servir certains intérêts politiques, sociaux, et économiques, tant à l'intérieur des frontières nationales qu'au sein de relations internationales.

Les femmes qui n'ont pas peur des structures sociales et politiques qui leur sont imposées sont des individus que l'État et les acteurs non-étatiques ont tendance à craindre. Elles remettent en question les structures de pouvoir liées au patriarcat et au militarisme. C'est pourquoi les femmes défenseurs des droits humains (FDDH) en particulier font face à des violences de genre, à une insécurité extrême, à des violences sexuelles et même à la mort. Les femmes défenseurs des droits humains sont identifiées par leur sexe, et pour cela elles font face au harcèlement ou aux agressions sexuelles.

 **Enhanced par le mépris qu'a l'État pour sa responsabilité de protéger et promouvoir les droits des femmes, certains acteurs non-étatiques participent aussi à la violence de genre et à la discrimination sexuelle dans les zones qu'ils contrôlent. Lorsque les États sont en mesure d'agir en toute impunité, les acteurs non-étatiques peuvent utiliser cela pour multiplier leurs propres actes de violence contre les femmes,**

Center for Women's Global Leadership
Rutgers, The State University of New Jersey
<http://cwgl.rutgers.edu>

les hommes et les enfants, en sachant très bien que le bras de la loi et de la justice ne les touchera pas.

Les acteurs non-étatiques sont parfois utilisés par certains États en tant que soldats, et dans ces cas, ils ne sont généralement pas tenus responsables des violations des droits humains qu'ils commettent. Un tel partenariat entre acteurs étatiques, acteurs non-étatiques, et/ou secteur privé garantit leur impunité face aux poursuites et aux sanctions, et continue d'être la règle dans de nombreuses parties du monde.

La paix, la sécurité et la légitimation de la force d'État (qu'elle soit violente, ou insidieuse comme l'espionnage) est basée sur le militarisme, qui donne à l'État le pouvoir et l'autorité d'exercer sa volonté par la force, souvent de façon violente, sur les populations à l'intérieur de ses frontières, et parfois à l'extérieur. Répondre à cette situation nous demande de mieux connaître la dynamique entre les sexes et de reconnaître la normalisation de la violence sous-jacente au système, ainsi que d'investir dans les mécanismes de paix et de sécurité non-violents. Cela nécessite de transformer la sécurité de l'État en sécurité humaine basée sur l'égalité des sexes et des droits humains.

Les États ont le devoir de s'acquitter de leurs obligations ; ils se doivent d'enquêter, de poursuivre et de punir les

Renforcer le travail des FDDH

Rassemblez votre communauté et les communautés voisines autour des droits des femmes et du recours à la violence sexuelle et de genre contre les activistes et mobilisez-les toutes pour exiger que les auteurs étatiques de ces violences répondent de leurs actes en utilisant des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux. Demandez à ces communautés de soutenir ensemble ces activistes face à la violence étatique et non étatique.

Renforcez le travail des FDDH par une meilleure communication, un partage de l'information et la documentation des cas de violations à l'échelle nationale, régionale et internationale. Les hommes peuvent jouer un rôle en se prononçant pour la fin de la violence sexuelle et de genre perpétrée par des acteurs étatiques contre les militantes qui sont simplement présentes à des manifestations et à d'autres activités publiques. Aidez ceux qui hésitent à voir qu'eux-mêmes et la société dans laquelle ils vivent bénéficieront de la fin de la violence sexuelle et de genre perpétrée par des individus, des groupes et des acteurs étatiques.



Le militarisme et l'omniprésence de l'impunité dans ce genre de cas doivent cesser et les gouvernements des États doivent être tenus responsables pour leur suivi et leur soutien de l'égalité et des droits humains.

auteurs de violence. Les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux, eux aussi, se doivent de tenir les acteurs de l'État, ainsi que les acteurs non-étatiques, responsables lors de violations des droits humains au sein de leurs populations.

Ressources

Pour dialoguer avec des responsables politiques:

- DCAF Toolkit on Gender and Security Sector Reform: <http://www.dcaf.ch/Series-Collections/Gender-Tools-and-Resources>
- United Nations Procedure for Complaints by Individuals Under the Human Rights Treaties: <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/TBPetitions/Pages/IndividualCommunications.aspx#proceduregenerale>
- Special Rapporteur on the Promotion and Protection of the Right to Freedom of Opinion and Expression: <http://www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomOpinion/Pages/OpinionIndex.aspx>

Femmes défenseurs des droits humains

- United Nations Resolution on WHRDs: http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/C.3/68/L.64/Rev.1
- Women Human Rights Defenders Initiative : <http://www.awid.org/Our-Initiatives/Women-Human-Rights-Defenders>
- Front Line Defenders. (2005) "Protection Manual for Human Rights Defenders" <http://www.frontlinedefenders.org/manuals/protection>

Exemple de Groupes and d'Organisations

- Committee to Protect Journalists: <https://www.cpj.org>
- Human Rights Watch: <http://www.hrw.org>
- Women Peacemakers Program: www.womenpeacemakersprogram.org
- Women Under Siege: <http://www.womenundersiegeproject.org>
- Women Human Rights Defenders International Coalition: <http://defendingwomen-defendingrights.org>

Campagnes

- Day to End Impunity: <http://daytoendimpunity.org>
- Take Back the Tech: <https://www.takebackthetech.net>